

UI CÈDE FACE



UNEF, LE GRAND BASCULEMENT

Autrefois affiliée au Parti socialiste, l'Unef a récemment pris son indépendance. Le syndicat étudiant amorce un virage communautariste inédit, qui le pousse à justifier le port du voile par une de ses dirigeantes, mais aussi des réunions internes interdites aux Blancs.

PAR ÉTIENNE GIRARD

En dix ans, il ne s'était jamais exprimé sur l'Unef. Cette fois, Bruno Julliard s'est résolu à délaisser sa règle d'or, qui lui impose de garder le silence sur les activités du syndicat dont il a été le patron jusqu'en décembre 2007, pour ne pas gêner ses successeurs. « *Quand j'étais président, je ne supportais pas les commentaires des anciens dirigeants, expose auprès de Marianne le premier adjoint d'Anne Hidalgo à la Mairie de Paris. Mais, cette fois, c'est trop grave. Ce qui se passe aujourd'hui me tord le ventre. On piétine des décennies de combats féministes.* »

C'est un bout de vêtement qui a conduit l'ancien président de l'Unef – le dernier à avoir obtenu le retrait d'une loi, celle sur le CPE, en 2006 – à sortir de sa traditionnelle réserve. Pas n'importe lequel : interrogée par M6, samedi 12 mai, à propos de la réforme de l'université, Maryam Pougetoux, présidente de la section de l'Unef de Paris-IV, choisit de défendre la position de son syndicat couverte d'un voile musulman. Plusieurs cadres historiques du syndicat de gauche décrivent aussitôt leur malaise face à ce signe extérieur de soumission des femmes vis-à-vis des hommes. « *La direction du syndicat qui* »

► *accepte cette jeune dame comme dirigeante souille tout notre combat dans les universités* » pointe, sur Facebook, Julien Dray, vice-président et fondateur de l'organisation au début des années 80, désormais conseiller régional socialiste. David Assouline, ex-membre du bureau national de l'Unef-ID, aujourd'hui vice-président PS du Sénat, poursuit sur Twitter : « *L'Unef fait partie, depuis sa fondation, de ceux qui ont défendu les valeurs qui auraient dû l'amener à être à l'avant-garde des mouvements de jeunesse pour "critiquer le voile comme arme du patriarcat et de l'islam politique"*. » Auprès de Marianne, Jean-Christophe Cambadélis, ancien patron du PS, président de l'Unef-ID entre 1980 et 1984, s'inquiète de la mollesse exprimée par ses successeurs : « *Que le bureau national de l'Unef prenne la défense de cette étudiante au nom du refus de la stigmatisation, c'est normal. Mais quelle est la position de l'Unef sur le port du voile ? On n'en sait rien. L'Unef ne répond plus. C'est cela qui est grave.* »

Face à cette levée de boucliers inédite, la direction actuelle de l'Unef ne se démonte pas. Depuis deux semaines, elle défend avec ardeur la liberté de se vêtir de son élu. Sur Twitter, la présidente de l'Unef, Lilâ Le Bas, répète qu'il est possible d'être voilée et féministe : « *L'Unef est une organisation féministe qui défend les valeurs de la laïcité. [...] C'est grave d'insinuer qu'une femme musulmane voilée ne peut pas être féministe.* » Manière d'affirmer que la signification du voile dépend de la sensibilité de celle qui le porte. Le 14 mai, l'Unef relaye sur Twitter un message de Louis Boyard, président du syndicat lycéen UNL, s'en prenant vivement à l'universitaire Laurent Bouvet, à l'origine de la polémique, mais aussi... à Julien Dray : « *Ces gens sont aussi idiots que fascistes.* » Quant à Maryam Pougetoux, elle a fait savoir auprès du média en ligne BuzzFeed qu'elle se reconnaissait dans tous les combats de l'Unef : « *Mon voile n'a aucune*

fonction politique. C'est ma foi. [...] On porte des idées progressistes à l'Unef, et j'estime que c'est un beau combat que de défendre ces valeurs pour que la société évolue. » Pas suffisant pour convaincre Bruno Julliard que ce hijab n'a pas de portée politique : « *Cette représentante syndicale est certainement sincère dans sa démarche. Mais, quoi qu'elle en pense, son voile est le signe d'une bigoterie patriarcale et sexiste en contradiction avec les combats féministes que l'Unef a toujours portés.* »

Entre ces cadres historiques et les dirigeants actuels de l'Unef, il y a à l'évidence quelque chose de cassé. Est-ce une simple affaire de génération, sorte de « querelle des Anciens et des Modernes » en milieu syndical ? Ou bien le symptôme d'une jeunesse de gauche en

train de basculer dans le communautarisme ? A l'abri des regards médiatiques, l'Unef a beaucoup changé ces cinq dernières années. Alors qu'elle était encore la « pouponnière du PS » au début du mandat de François Hollande, l'organisation étudiante s'est considérablement gauchisée à mesure que la politique du gouvernement décevait... et que l'Unef reculait dans les élections étudiantes. En août 2013, son président d'alors, Emmanuel Zemmour, déclarait sur BFMTV qu'« *à l'Unef on se bat contre le port du voile qui est avant tout un signe de soumission des femmes* ». Une formule répétée dans un communiqué... qui a depuis été supprimé du site de l'organisation.

RÉACTIONS

Quelle lecture les anciens présidents de l'Unef et de l'Unef-ID ont-ils de l'affaire Maryam Pougetoux ?



BRUNO JULLIARD

« Son voile est le signe d'une bigoterie patriarcale et sexiste en contradiction avec les combats féministes que l'Unef a toujours portés. »



JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS

« Quelle est la position de l'Unef sur le port du voile ? On n'en sait rien. L'Unef ne répond plus. C'est cela qui est grave. »



CHRISTOPHE BORGEL

« Il y a une dimension générationnelle liée aux effets du multiculturalisme et de la mondialisation. »



POURIA AMIRSHAHI

Depuis le début de la polémique, celui qui fut président de l'Unef-ID de 1994 à 1998 n'a fait aucun commentaire sur la question.

La fin d'un consensus

C'est que ce débat a cessé de faire consensus au sein du syndicat étudiant. Un ex-membre du bureau national, qui a quitté son poste en 2017, affirme qu'« *Emmanuel Zemmour s'était fait tancer en interne pour cette prise de position qu'il a décidée tout seul, dans son coin* ». Quand William Martinet lui succède, en décembre 2013, la ligne change. Les questions de société, d'antiracisme et de discrimination prennent une place inédite. « *Il y a une dimension générationnelle liée aux effets du multiculturalisme et de la mondialisation* », estime Christophe Borgel, président de l'Unef-ID de 1988 à 1991. Le syndicat s'ouvre par exemple aux « réunions non mixtes racisées », comprendre des réunions auxquelles ne peuvent participer que des militantes dont la couleur de peau n'est pas blanche. « *Elles sont également ouvertes aux Blancs convertis à l'islam* », précise un ex-dirigeant de l'Unef, qui décrit cette pratique comme « *un outil utile en interne pour permettre aux minorités de s'exprimer librement sur les discriminations dont elles font l'objet* ». Même si cet « outil » a pour effet collatéral d'exclure des militants... en fonction de leur couleur de peau. « *A force de trouver légitimes toutes*



L'UNEF S'EST CONSIDÉRABLEMENT GAUCHISÉE À MESURE QUE LA POLITIQUE DE HOLLANDE DÉCEVAIT... ET QUE L'UNEF RECUIT DANS LES ÉLECTIONS ÉTUDIANTES.

les radicalisations, on n'interpelle plus le contenu de ces radicalisations », critique Jean-Christophe Cambadélis. En octobre 2016, alors que William Martinet vient de céder la place à Lilâ Le Bas, une salle pour se reposer et éventuellement prier est mise à leur demande à la disposition d'étudiants.

Pour comprendre ce virage spectaculaire opéré par l'Unef, il faut se plonger dans les rapports de force qui structurent le syndicat depuis les années 90. Chaque tendance y correspond à une écurie politique. Jusqu'en 2015, la majorité est toujours détenue par l'aile gauche du PS, représentée depuis une dizaine d'années par Benoît Hamon. La minorité la plus forte est issue du Parti communiste, quand deux tendances issues de l'aile droite du PS et du NPA se partagent quelques miettes. Sauf que le quinquennat de François Hollande fait tout exploser. En 2015, de nombreux cadres du bureau national de l'Unef abandonnent le militantisme, dégoûtés par la politique du gouvernement. « Dans ma généra-

tion, on a tous quitté parce qu'on était démotivés et qu'il n'y avait plus de débouchés, raconte Chirinne Ardakani, membre du bureau national jusqu'en 2015. L'effet pervers, c'est que la génération suivante s'est trouvée sans "vieux" à appeler en cas d'interrogations. Ces jeunes se sont construits seuls. » A la surprise générale, l'influence de Benoît Hamon s'émousse également. Au sein de la tendance majoritaire, certains militants s'encartent à La France insoumise, tandis que beaucoup d'autres ont cessé de s'identifier à un parti. « Quand je rencontre un militant de l'Unef, je lui demande : "T'es d'où ?", c'est-à-dire dans quelle écurie politique. Eux ne comprennent pas, me disent : "Ben, à l'Unef." C'est surprenant », constate Chirinne Ardakani.

Dans le même temps, certains groupes profitent de cette crise pour pousser leurs idées. La tendance issue du NPA obtient ainsi l'organisation de réunions non mixtes, d'abord réservées aux femmes. Irène Docekal, militante du NPA et ex-représentante de la

tendance du syndicat proche du parti d'Oliver Besancenot, confirme que c'est bien son courant qui a popularisé ce type d'outils au sein de l'Unef : « Au NPA, cela faisait des années que ces outils existaient. A partir de 2011, on en a parlé à l'Unef et on a vite rencontré un écho positif. » En fin d'année 2011, une première réunion « non mixte » a lieu au sein du courant majoritaire. Le format s'exporte au bureau national à partir de 2012.

Peu à peu, le débat glisse vers l'organisation de réunions non mixtes « racisées ». La première a lieu en marge d'un bureau national, courant 2015. En mai 2017, l'Unef proteste contre la prise de position de la maire de Paris, Anne Hidalgo, opposée au festival afro-féministe Nyansapo, partiellement fermé aux Blancs : « La non-mixité militante n'est pas une discrimination @Anne-Hidalgo. L'Unef condamne la volonté d'interdire le festival Nyansapo. » Au sein du syndicat ancré à gauche, cet outil fait d'ailleurs aujourd'hui consensus, y compris dans la tendance réformiste, la seule à être restée dans le giron du PS. « L'Unef est devenue la caricature d'un petit groupe replié sur lui-même, c'est une dérive "sectaire" », peste Christophe Borgel. Sollicitée à plusieurs reprises pour exprimer son point de vue sur l'évolution de son syndicat, la présidente de l'Unef, Lilâ Le Bas, n'a pas souhaité répondre. ■ É.G.

LE PRÉCÉDENT NPA

Aux élections régionales de mars 2010, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) présente dans le Vaucluse une candidate voilée, Ilham Moussaïd. Martine Aubry et Jean-Luc Mélenchon, alliés au NPA dans plusieurs régions, critiquent ce choix du parti d'Oliver Besancenot. « Lorsqu'on veut être élu, il faut pouvoir représenter tout le monde, c'est donc une erreur de se présenter à une élection en affichant une appartenance religieuse », estime alors le leader du Parti de gauche. Ilham Moussaïd considère, quant à elle, qu'« on peut être laïque, féministe et voilée ». En avril 2010, elle se rend aux « états généraux de l'islamophobie », organisés par le parti racialisé et communautariste des indigènes de la République. ■